



**Convention au titre de la section IV du budget**  
pour la modernisation et la professionnalisation  
des services d'aide à domicile et l'accompagnement des proches  
aidants de Seine-et-Marne  
**2019-2022**

**AVENANT N°1**

Entre, d'une part,

**La Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA),**  
Établissement public national à caractère administratif  
dont le siège social est situé 66 avenue du Maine – 75 682 PARIS Cedex 14  
représentée par sa directrice, **Madame Virginie MAGNANT**

Ci-après désignée « la CNSA »

Et, d'autre part,

**Le Département de Seine-et-Marne**  
dont le siège est situé  
Hôtel du Département  
Rue des Saints Pères  
CS 50377  
77010 MELUN CEDEX  
représenté par le Président du Conseil Départemental, **Monsieur Patrick SEPTIERS**  
SIRET n° : 22770001000019 / SIREN n° 227700010

Ci-après désigné « **le Département** »

- Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.14-10-1, L.14-10-5 et R. 14-10-49 et suivants
- Vu la convention relative à la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile et l'accompagnement des proches aidants de Seine-et-Marne du 25/07/2019
- Considérant que le bilan de l'exécution des actions prévues au titre de l'année 2020 dans le contexte de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19 rend nécessaire la mise à jour du calendrier de réalisation des actions prévues et une révision de l'évaluation et de la programmation financière du programme annexé à la convention.

Il est décidé et convenu ce qui suit :

## Article 1 – Objet de la convention

Le présent avenant a pour objet de redéfinir la programmation et le financement des actions prévues à la convention et de fixer, pour les années restant à réaliser du programme, le montant de la participation de la CNSA.

À cet effet, il modifie les articles 2, 3 et 5 de la convention du 25/07/2019 susvisée ainsi que ses annexes 1 et 2.

## Article 2 – Coût du projet et participation de la CNSA

Les sept premiers alinéas de l'article 2 de la convention sont ainsi rédigés :

« Le coût global prévisionnel des actions s'élève à 1 623 164 € (un-million-six-cent-vingt-trois-mille-cent-soixante-quatre euros).

Pour la réalisation de ce programme, la participation de la CNSA est fixée, pour chaque année, à hauteur de 80 % du coût de chacune des actions en faveur des aidants, et de 60 % du coût pour chacune des autres actions soit un montant 1 012 003€ (un-million-douze-mille-trois euros)

Ce coût global se répartit de la manière suivante :

- **première année** : le coût global des actions est de 266 991 € (deux-cent-soixante-six-mille-neuf-cent-quatre-vingt-onze euros). Au titre de cette année, la participation de la CNSA est d'un montant total maximum de 164 935 € (cent-soixante-quatre-mille-neuf-cent-trente-cinq euros) ;
- **deuxième année** : le coût global des actions est de 189 173 € (cent-quatre-vingt-neuf-mille-cent-soixante-treize euros). Au titre de cette année, la participation de la CNSA est d'un montant total maximum de 116 220 € (cent-seize-mille-deux-cent-vingt euros) ;
- **troisième année** : le coût global prévisionnel des actions est de 583 840 € (cinq cent-quatre vingt trois mille huit-cent-quarante euros). Au titre de cette année, la participation de la CNSA est d'un montant total maximum de 362 373 € (trois-cent-soixante-deux-mille-trois-cent-soixante-treize euros). »
- **quatrième année** : le coût global prévisionnel des actions est de 583 160 € (cinq-cent-quatre-vingt-trois-mille-cent-soixante euros). Au titre de cette année, la participation de la CNSA est d'un montant total maximum de 368 475 € (trois-cent-soixante-huit-mille-quatre-cent-soixante-quinze euros). »
- Le reste sans changement Article 3 – Modalités de versement de l'aide de la CNSA

Les quatre premiers alinéas de la convention sont modifiés comme suit :

« Sous réserve de la disponibilité des crédits, la participation de la CNSA sera versée suivant les modalités suivantes :

- au titre de la première, aucun versement complémentaire ni reversement ne sera réalisé par rapport aux montants déjà versés au jour de la signature du présent avenant. L'ensemble de ces ajustements sera effectué dans le cadre du calcul du solde définitif de la convention ;
- au titre de la troisième un acompte de 50 % du montant total de la participation de la CNSA au titre de cet exercice sera effectué dans le délai d'un mois suivant la date de notification du présent avenant ;
- au titre de la quatrième année, un acompte de 50 % du montant total de la participation de la CNSA au titre de cet exercice sera effectué dans le délai d'un mois suivant la date de réception de l'attestation d'engagement des actions ;
- au titre des deuxième, troisième et quatrième années, un versement complémentaire de 40 % du montant total de la participation de la CNSA au titre de chacun de ces exercices pourra être effectué dans le délai d'un mois suivant la date de réception par la CNSA d'une attestation justifiant de la consommation de l'acompte (annexe 3). »

Le reste sans changement.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris, le

La directrice de la CNSA

Le président du Conseil Départemental  
de Seine -et-Marne

Virginie MAGNANT

Patrick SEPTIERS

Date de notification :

**ANNEXE n° 1**  
**de l'avenant n°1 à la convention pour la modernisation et la**  
**professionnalisation des services d'aide à domicile**  
**et l'accompagnement des proches aidants de Seine-et-Marne**

**PROGRAMME D' ACTIONS**

Les actions 2-1, 2-2, 2-3, 3-1, 3-2, 5-1, 5-4 et 5-6 du programme d'actions sont ainsi rédigées pour les années 2021.et 2022 :

|                               |   |
|-------------------------------|---|
| <b>«AXE 2</b>                 | <b>Aide à domicile : modernisation du secteur</b>   |
| <b>Action 2-1</b>             | <b>Mise en place de la télétransmission</b>   |
| <b>Contexte</b>               | <p>Les outils de modernisation de la gestion des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) se sont modernisés et une partie des services sont équipés des outils de télégestion.</p> <p>Le Département s'est en parallèle doté d'une plateforme d'échange des données et de flux financiers, pour permettre aux SAAD, dans le respect de la dématérialisation des flux, de transmettre leurs états de remboursements et leurs données au Département.</p> <p>Les précédentes conventions ont permis de financer, en plus des 23 SAAD tarifés (24 avant le premier trimestre 2020) précurseurs dans la mise en place de ces outils, la mise en place de la télégestion et de l'interfaçage à la plateforme départementale pour 33 services et de former 82 services à la saisie de l'effectivité vers la plateforme.</p> <p>Le Département a ainsi pu constater que le déploiement de la télégestion et de la télétransmission des données vers la plateforme du Département nécessite, au-delà d'une vraie plus-value en termes de gain de temps et d'effectivité, un accompagnement renforcé des services pour que les outils et leur utilisation soient réellement performants.</p> |
| <b>Objectifs</b>              | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmenter l'efficacité des services d'aide à domicile sur l'effectivité de leur activité et de la facturation par la dématérialisation des flux permettant un gain de temps et une meilleure utilisation des temps administratifs.</li> <li>- Développer l'interaction avec le Département et la réactivité sur l'évolution des situations individuelles (hospitalisation, révision...)</li> <li>- simplifier, sécuriser la gestion administrative et financière des services d'aide et d'accompagnement à domicile</li> </ul>   |
| <b>Descriptif de l'action</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Poursuivre la généralisation de la mise en place de la télétransmission des données entre le système d'information du Département et celui des SAAD</li> <li>➤ Accompagner les SAAD à la maîtrise de ces outils par la mise en place de formation avec l'éditeur de la plateforme dans le cadre de la télétransmission des données avec ou sans télégestion.</li> <li>➤ Faire évoluer la plateforme en fonction des besoins remontés par les SAAD dans le cadre de la transmission des données dans le respect du référentiel ESPPADOM.</li> </ul>   |
| <b>Cibles</b>                 | Le Département prévoit de cibler en moyenne 5 SAAD en 2021 et une dizaine de SAAD en 2022 pour le déploiement de la télétransmission des données via la plateforme d'échange départementale (acquisition de matériel et/ou formation).  |
| <b>Budget</b>                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les services déjà équipés du logiciel de télégestion, financement du matériel de connexion entre les deux systèmes d'information du SAAD et du Département ainsi que la formation à</li> </ul>  |

|  |   |
|--|---|
|  | l'utilisation de la plateforme d'échange pour transmettre les données sur la plateforme via le logiciel de télégestion, Pour les services non équipés du logiciel de télégestion, financement de la formation à la dématérialisation des flux (transmission numérique des factures) via « en saisie déclarative » de la plateforme d'échange départementale,  |
| <b>Calendrier</b>                            | En raison des effets de la crise sanitaire en 2021, le calendrier de la mise en œuvre de l'action est décalé sur 2021 et 2022   |
| <b>Indicateurs de résultats et livrables</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de services d'aide et d'accompagnement à domicile raccordés à la plateforme d'échange départementale</li> <li>➤ Nombre de formations et de participants aux formations à la mise en place de la télétransmission via la télégestion ou via « en saisie déclarative » (dématérialisation des flux).</li> </ul> |

|                               |  |
|-------------------------------|--|
| <b>AXE 2</b>                  | <b>Aide à domicile : modernisation du secteur</b>  |
| <b>Action 2-2</b>             | <b>Télégestion pour les SAAD</b>   |
| <b>Contexte</b>               | <p>Les outils de modernisation de la gestion des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) se sont modernisés et une partie des services sont équipés des outils de télégestion.</p> <p>Le Département s'est en parallèle doté d'une plateforme d'échange des données et de flux financiers, pour permettre aux SAAD, dans le respect de la dématérialisation des flux, de transmettre leurs états de remboursements et leurs données au Département.</p> <p>Les précédentes conventions ont permis de financer, en plus des 24 SAAD (23 depuis le premier trimestre 2020) tarifés précurseurs dans la mise en place de ces outils, la mise en place de la télégestion et de l'interfaçage à la plateforme départementale pour 33 services et de former 82 services à la saisie de l'effectivité vers la plateforme.</p> <p>Le Département a ainsi pu constater que le déploiement de la télégestion et de la télétransmission des données vers la plateforme du Département nécessite, au-delà d'une vraie plus-value en termes de gain de temps et d'effectivité, un accompagnement des services pour que les outils et l'utilisation soient réellement performants.</p> |
| <b>Objectifs</b>              | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmenter l'efficacité des services d'aide à domicile sur l'effectivité de leur activité en modernisant les outils de gestion permettant un gain de temps et une meilleure utilisation des temps administratifs.</li> <li>- Simplifier la planification des interventions à domicile et assurer un meilleur suivi de ces interventions</li> <li>- Sécuriser la gestion administrative et financière des services d'aide et d'accompagnement à domicile</li> </ul>   |
| <b>Descriptif de l'action</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuivre la généralisation de la mise en œuvre de la télégestion pour les SAAD qui le souhaitent (en subsidiarité des financements de la fédération quand le service adhère à une fédération et que celle-ci a signé une convention avec la CNSA sur la modernisation et la professionnalisation des SAAD)</li> <li>• Participation financière à l'acquisition du matériel de télégestion ainsi qu'à l'acquisition du logiciel.</li> </ul>  |

|  |   |
|--|---|
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation financière à la formation et l'accompagnement à la maîtrise du nouveau logiciel.</li> <li>• Vérification que le projet est conforme aux règles d'échange ESPPADOM</li> </ul> <p>En 2020, la crise sanitaire ayant fortement mobilisé les services d'aide à domicile ainsi que le Conseil Départemental, cette action n'a pu être poursuivie. Néanmoins, il est indispensable que les SAAD soient majoritairement équipés en télégestion.</p>   |
| <b>Cibles</b>                                | Le Département prévoit de cibler environ 7 à 10 SAAD par an pour le déploiement de la télégestion (acquisition de matériel et/ou formation).  |
| <b>Budget</b>                                | <p>Pour les services qui ne sont pas intégrés à la plateforme départementale pour la transmission des factures, financement de la création de compte puis accompagnement à l'acquisition du logiciel et de l'équipement du matériel de télégestion (badges, smartphone...), et frais liés à la formation à l'utilisation.</p> <p>La participation du Département se réalisera au prorata du nombre de bénéficiaires pris en charge au titre de leur activité relevant des prestations départementales.</p> <p>Le Département respecte le cadre posé par le guide méthodologique de la CNSA et fixe un plafond du montant par structure par projet à hauteur de 12 000 €.</p> <p>Le Département vérifiera, afin de ne pas réaliser de doublon de financement, avec les SAAD et les fédérations, que les services ne sont pas déjà financés sur la base de la convention signée par la fédération avec la CNSA sur cette action. Il pourra si besoin venir en complément des financements attribués par la fédération si celle-ci ne couvre pas l'intégralité de son activité départementale.</p> |
| <b>Calendrier</b>                            | L'action se déroulera de manière égale sur les deux dernières années de la convention afin de pallier l'absence du déploiement de l'année 2020.   |
| <b>Indicateurs de résultats et livrables</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de services d'aide et d'accompagnement à domicile, intégrés à la plateforme départementale.</li> <li>➤ Nombre de services d'aide et d'accompagnement à domicile équipés du logiciel de télégestion</li> <li>➤ Nombre d'intervenants équipés en téléphonie connectée à la télégestion</li> <li>➤ Nombre de formations et de participants aux formations à la mise en place de la télétransmission via la télégestion.</li> </ul>   |

|                                     |  |
|-------------------------------------|--|
| <b>AXE 2</b>                        | <b>Aide à domicile : modernisation du secteur</b>  |
| <b>Action 2-3</b>                   | <b>Démarche qualité</b>  |
| <b>Contexte</b>                     | <p>Les services d'aide et d'accompagnement à domicile s'investissent depuis plusieurs années dans l'amélioration de la qualité de leur prestation. Ces efforts ne sont pas toujours suffisamment structurés dans une démarche qualité globale et/ou intégrée dans le fonctionnement quotidien des services.</p> <p>Ces démarches doivent notamment être renforcées pour une meilleure qualité de la prise en charge des personnes vulnérables.</p> <p>Par ailleurs, depuis la loi ASV, le Département compte environ 160 SAAD autorisés et estime ne pas en capacité d'entretenir un lien suffisamment fort et par conséquent d'avoir une lisibilité efficiente sur la qualité des prises en charge réalisées par les services auprès des bénéficiaires des prestations sociales. Le Département dans le cadre de la précédente convention a donc étudié l'intérêt du soutien à la plateforme SAP pour accompagner et mutualiser le suivi des structures vers un meilleur maillage du territoire et un soutien des structures vers une professionnalisation du secteur.</p> <p>Le Département a constaté ainsi que les services se mobilisaient de plus en plus autour de cette démarche dans le but de promouvoir la valorisation des intervenants et une meilleure promotion de leur activité d'aide à domicile. De 2016 à 2018, plus de 25 services se sont inscrits, auprès du Département, dans cette démarche.</p> |
| <b>Objectifs</b>                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir auprès de l'ensemble des services d'aide à domicile autorisés la démarche qualité.</li> <li>- Soutenir financièrement cette démarche afin d'améliorer la qualité des accompagnements des personnes en perte d'autonomie et concourir à la certification et à la labellisation des services.</li> <li>- Coordination de la démarche et de l'accompagnement des services par la Plateforme SAP</li> </ul>  |
| <b>Descriptif de l'action</b>       | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Réalisation d'un diagnostic individuel de la situation de chaque service par la plateforme SAP.</li> <li>➤ A l'issue de ce diagnostic et du bilan réalisé accompagnement collectif (via une journée de formation collective pour l'élaboration d'outils et/ou procédures permettant d'intégrer la démarche qualité) et individuel (sur le suivi de la mise en place des outils et/ou procédure présentés en formation collective).</li> <li>➤ Développement d'une démarche qualité adaptée aux besoins des personnes en situation de handicap en lien avec les partenaires du secteur et notamment CAP HANDEO (dans le cadre de la convention conclue avec la CNSA).</li> </ul>   |
| <b>Evolutions de l'Accord-Cadre</b> | <p>Recours à la plateforme SAP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Coût lié à la phase de diagnostic à destination d'environ 10 SAAD par an. Financement de l'ingénierie et du bilan correspondant à ½ journée par service sur la base de 450 € par ½ journée. Soit 4 500 € de frais d'ingénierie par an pour le diagnostic de 10 services</li> <li>- Coût lié à la phase d'accompagnement des services qui se traduira par un accompagnement collectif puis individuel, dans le respect du guide méthodologique établi par la CNSA. Le coût est évalué à 10 000 € par an pour l'accompagnement collectif et individuel pour 10 SAAD.</li> </ul> <p>Report de crédits 2020 à hauteur de 10 000 € qui n'ont pu être utilisés à cause de la crise sanitaire. Ces 10 000€ (phase d'accompagnement collectif puis individuel des services) n'ont pas été délégués à la plateforme SAP en 2020. Un report de ces crédits, en plus de l'enveloppe de 14 500 € prévue par la convention initiale pour 2021,</p>  |

|   |   |
|---|---|
|   | <p>soit un total de 24 500 € permettra de poursuivre l'accompagnement des services sur cette action.</p> <p>Cette action permettant d'accéder à la labellisation CAP HANDEO concordera avec les groupes de travail menés dans le cadre de la phase 2 de l'action 1-2 : adaptation de l'offre à un public en situation de handicap bénéficiaire de la PCH.</p>         |
| <b><i>Cibles</i></b>                                | Après ajustement, il est prévu en 2021 d'achever les actions démarrées en 2020 afin de permettre un accompagnement total de 20 SAAD. En 2022, il est prévu de développer cette action auprès de 10 SAAD.  |
| <b><i>Budget</i></b>                                | <p>2021 : 24 500 €</p> <p>2022 : 14 500 €</p>   |
| <b><i>Calendrier</i></b>                            | Cette action sera déployée comme prévu, sur l'ensemble de la convention 2019-2022.  |
| <b><i>Indicateurs de résultats et livrables</i></b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de services d'aide et d'accompagnement à domicile audités</li> <li>➤ Nombre de services formés et accompagnés à l'amélioration de la qualité et/ou outillés au suivi de la démarche d'amélioration continue de la qualité</li> <li>➤ Nombre de services labellisés</li> <li>➤ Nombre de services certifiés</li> </ul> |



|                               |  |
|-------------------------------|--|
| <b>AXE 3</b>                  | <b>Aide à domicile : professionnalisation des acteurs</b>  |
| <b>Action 3-1</b>             | <b>Formation professionnalisante</b>   |
| <b>Contexte</b>               | <p>Dans un contexte marqué par un manque d'attractivité du secteur, les services d'aide et d'accompagnement à domicile doivent toujours plus s'interroger sur les moyens qu'ils offrent aux professionnels pour s'adapter aux situations rencontrées qu'elles soient plus ou moins complexes.</p> <p>Par ailleurs, l'accroissement du niveau de perte d'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées et des besoins d'accompagnement qui en découle renforce ces exigences et notamment celle de qualification. Le territoire de Seine-et-Marne connaît le plus fort taux de vieillissement démographique en Ile-de-France, avec une accélération dans certains territoires du sud et de l'est du département. Les perspectives INSEE se confirment d'année en année.</p> <p>Les moyens à mettre en œuvre sont en grande partie financés par les OPCO. Pour autant ceux-ci ne prennent pas en charge certaines formations spécifiques ou adaptées nécessaires pour répondre aux besoins des professionnels de services d'aide et d'accompagnement à domicile intervenant sur le territoire du département. A titre d'exemple, les axes routiers du territoire de la Seine-et-Marne - deux tiers ruraux et un tiers urbain – qui représente la moitié de la superficie de la région, sont très empruntés. Il est primordial de sécuriser les déplacements des intervenants et de former à la prévention des risques routiers.</p> |
| <b>Objectifs</b>              | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer les conditions de travail des professionnels des services d'aide et d'accompagnement à domicile au bénéfice de l'amélioration de la qualité des interventions des personnels des SAAD au domicile des personnes.</li> <li>- Promouvoir une meilleure gestion des services par la sensibilisation des dirigeants aux dispositions réglementaires et aux nouvelles pratiques au bénéfice de la professionnalisation de l'ensemble de l'équipe.</li> <li>- Développer une dynamique territoriale autour de l'aide à domicile afin de faire tomber les cloisonnements entre services et créer de la coopération voire de la mutualisation de moyens ou de projets.</li> </ul>   |
| <b>Descriptif de l'action</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etablir un programme de formation en complémentarité (et à titre subsidiaire) des actions de formation proposées par les OPCO et les fédérations en mutualisant les formations à travers la plateforme SAP. Pour établir ce programme, le Département devra organiser une rencontre avec les OPCO, les fédérations présentes sur le territoire et la plateforme afin de définir les besoins remontés du terrain qui ne peuvent être pris en charge ni par les OPCO, ni par les fédérations et qui s'inscrivent dans le cadre d'action ciblée en complémentarité de l'offre déjà existante.</li> <li>- Développer une offre complémentaire de formation en lien avec les besoins du territoire et des situations particulières rencontrées par les services d'aide à domicile seine-et-marnais. Cette offre va se décliner par la mise en œuvre de journées ou d'ateliers de sensibilisation à destination des dirigeants et/ou des intervenants. Animer des ateliers de sensibilisation sur différentes thématiques (les outils de la loi ASV,</li> </ul>   |

|                               |  |
|-------------------------------|--|
|                               | <p>les règles de la certification, la mise en place des CPOM...). Il est prévu d'organiser 20 ateliers sur la base de 10 thématiques différentes proposées aux dirigeants, soit 1 thématique proposée 2 fois par an pour atteindre le maximum de service.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Animer des ateliers collectifs de dirigeants ou forum de partage de pratiques sur la base de 6 réunions sur l'année pour créer une dynamique de coopération entre services voir à impulser des projets de mutualisation et suivre les services ayant bénéficiés de cette offre de formation complémentaire.</li> </ul> <p>Le Département, veillera cependant à ce que les actions soutenues ne relèvent pas des obligations légales de l'OPCO et ne sont pas déjà financées au titre de la convention conclue entre la CNSA et les OPCO ou les fédérations.</p>   |
| <b>Évolution du programme</b> | <p>En complément des actions définies ci-dessus, il est prévu :</p> <p>Le financement de l'accompagnement social proposé par le GEIQ SAP77 pour un recrutement de professionnels formés à l'aide à domicile :</p> <p>Le Groupement d'employeurs pour l'Insertion et la qualification est le premier groupement spécialisé dans les services à la personne en Seine-et-Marne. Ce GEIQ créé en 2019 suite à un constat semblable de la part de plusieurs SAAD du territoire répond à différents besoins urgents : le recrutement, la professionnalisation et la fidélisation des salariés du secteur de l'aide à domicile. Les bénéficiaires sont de plus en plus nombreux mais le nombre de salariés pouvant répondre à la demande n'est pas corrélé de manière positive, bien au contraire. Afin de rendre les emplois pérennes, le GEIQ s'est engagé à recruter, à former en contrat de professionnalisation puis à proposer un contrat à durée indéterminée à ces mêmes personnes. Par ailleurs, afin de limiter le turn-over, la plus-value du GEIQ est de mener tout au long de la formation un véritable accompagnement social permettant de lever les freins à l'emploi (accompagnement à la mobilité, au logement, etc.) qui participe à la fidélisation des salariés.</p> <p>L'accompagnement individuel représente environ 150 heures d'accompagnement. Tout au long de son parcours, le salarié bénéficie d'un accompagnement social afin de lever les freins périphériques à l'emploi : problèmes juridiques, problèmes sociaux, problèmes liés à la vie quotidienne tel que la recherche de logement, la mobilité (dont le passage du permis de conduire), la santé, les difficultés dans les démarches administratives et / ou juridiques.</p> <p>Enfin, en complément des actions de sensibilisation, le partenaire « Merci Julie », mènera des ateliers à destination d'une vingtaine de SAAD déclinés de la manière suivante - 5 fois 2 heures de sensibilisation, soit un total de 10 heures de formation par salarié. L'objectif de cette démarche vise à permettre aux intervenants à domicile de coordonner leurs actions avec des ergothérapeutes. En effet, ils pourront être directement sollicités par les SAAD quand la situation est jugée nécessaire. L'appréciation de l'intervenant est donc essentielle et des connaissances spécifiques doivent être développées.</p> |
| <b>Cibles</b>                 | <p>Cette action vise à organiser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des actions de formation à destination de 200 à 400 personnes employées dans une vingtaine de SAAD par an.</li> <li>- des actions de sensibilisation à destination de 100 à 200 intervenants et de 20 à 40 dirigeants par an.</li> <li>- accompagnement social d'une trentaine de personnes par le GEIQ SAP77 par an.</li> <li>- 20 SAAD formés aux aides techniques par Merci Julie, soit 160 intervenants</li> </ul>   |

|  |   |
|--|---|
|  | formés par an.  |
| <b>Budget</b>                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Frais lié à l'organisation des formations mutualisées non couvertes par les OPCO ou les fédérations à l'issue du travail mené entre les acteurs pour identifier un programme d'actions annuel (préparation des formations, inscription, convention avec l'organisme de formation...) à la plateforme SAP mais également les frais de formations (frais pédagogiques, frais annexes et coûts salariaux si nécessaire pour les remplacements).</li> <li>- Frais liés à l'organisation par la plateforme SAP des ateliers de sensibilisation à destination des dirigeants et des ateliers collectifs de partage des pratiques Frais liés à la participation de l'accompagnement social des futurs professionnels de l'aide à domicile dans le respect de repères de la doctrine.</li> <li>- Frais liés aux actions de formation-sensibilisation aux aides techniques menées par Merci Julie à raison de 5 fois 2 heures de sensibilisation, soit un total de 10 heures de formation par salarié.</li> </ul> |
| <b>Calendrier</b>                            | <p>2019 : mise en place de l'action à partir du 2<sup>ème</sup> semestre</p> <p>2020 : mise en place d'une partie de l'action</p> <p>2021-2022 : mise en place de l'intégralité de l'action.</p>  |
| <b>Indicateurs de résultats et livrables</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de formations proposées</li> <li>➤ Nombre de professionnels formés</li> <li>➤ Nombre d'ateliers organisés</li> <li>➤ Thèmes de formation proposés</li> <li>➤ Coûts pédagogiques par type de formation</li> <li>➤ Coûts salariaux des remplacements accordés par le Conseil Départemental de Seine-et-Marne à chaque service</li> <li>➤ Nombre de dirigeants sensibilisés</li> <li>➤ Nombre d'animations de réseaux organisées</li> <li>➤ Nombre de personnes accompagnées vers un emploi stable et durable (indicateur à 6 mois puis à 12 mois)</li> <li>➤ Nombre d'heures d'accompagnement social proposé par le GEIQ SAP77</li> </ul>   |

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>AXE 3</b>      | <b>Aide à domicile : professionnalisation des acteurs</b>  |
| <b>Action 3-2</b> | <b>Analyse des pratiques</b>   |
| <b>Contexte</b>   | <p>L'un des enjeux du métier d'aide à domicile est l'isolement que rencontrent les intervenants dans leurs missions auprès des personnes âgées et des personnes handicapées. En plus de l'isolement, les intervenants peuvent faire face à des situations complexes qui provoquent parfois un sentiment d'insécurité des intervenants et de facto des usagers auprès desquels ils interviennent.</p> <p>Le Département de Seine-et-Marne au titre de la précédente convention a pu constater le besoin récurrent des services d'être soutenus pour la mise en place de groupe d'analyse des pratiques. Environ une trentaine de SAAD ont été soutenus pour</p> |

|  |   |
|--|---|
|  | déployer ce type de groupe de paroles.  |
| <b>Objectifs</b>                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rompre l'isolement des intervenants et accompagner le développement des compétences des personnels</li> <li>- Donner du sens et de la cohérence aux interventions à domicile tout en intégrant la diversité des acteurs pouvant intervenir à domicile.</li> </ul>  |
| <b>Descriptif de l'action</b>                | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Organisation de groupe de parole des intervenants autour de l'analyse des pratiques sur la base d'un appel à candidatures lancé auprès des services pour les soutenir financièrement dans leur action.</li> <li>➤ L'action sera animée par un psychologue, pour une durée maximum de 2h30 une fois par trimestre par un an sur chaque structure retenue.</li> </ul>  |
| <b>Evolution du programme</b>                | <p>Transfert de l'intégralité des crédits 2020 qui n'ont pas été consommés en raison de la crise sanitaire et de la vacance du poste de chargé de mission.</p> <p>La crise sanitaire a mis en exergue l'isolement des salariés des services d'aide à domicile. Ces salariés seuls face à des situations parfois très difficiles et incertaines (notamment en début de crise sanitaire avec la pénurie d'équipements de protection individuelles) ont d'autant plus besoin de temps d'échange autour de leur pratique. Cette action qui n'a pas pu être menée en 2020, doit être renforcée en 2021 et 2022 et permettre à un plus grand nombre de professionnels de bénéficier de ces temps d'expression en présentiel ou en distanciel par petits groupes d'intervenants.</p> |
| <b>Cibles</b>                                | Après ajustement, 60 services d'aide et d'accompagnement à domicile par an.   |
| <b>Budget</b>                                | Le financement de ces groupes de paroles animés par un psychologue auprès de 60 SAAD mobilisant entre 5 et 10 salariés, pour une réunion de deux heures 4 fois par an est évalué à 36 000 € par an en 2021 et 2022.   |
| <b>Calendrier</b>                            | <p>2019 : mise en place de l'action à partir du 2<sup>ème</sup> semestre</p> <p>2020 : aucune mise en place de l'action.</p> <p>2021-2022 : mise en place de l'intégralité de l'action.</p>   |
| <b>Indicateurs de résultats et livrables</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de groupe d'analyse des pratiques engagées,</li> <li>➤ Nombre de professionnels mobilisés,</li> <li>➤ Nombre de structures concernées</li> </ul>  |

## Axe 5 : Accompagner les proches aidants

### Contexte global :

Les proches aidants sont estimés à 100 000 sur le territoire du département et représentent un soutien important dans l'accompagnement des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Ces personnes sont souvent mal connues ou identifiées alors qu'elles peuvent se retrouver en difficulté et mettre ainsi en péril la continuité et la qualité de la prise en charge des aidés.

La stratégie départementale à destination des proches aidants en Seine-et-Marne s'inscrit dans le cadre du schéma unique des solidarités dont l'un des enjeux est de rendre lisible et cohérent des offres de services proposées aux seines-et-marnais et une articulation renforcée entre les acteurs locaux.

Pour cela et dans le cadre des enjeux déclinés dans le programme d'action de la conférence des financeurs, le Département a un rôle prépondérant de chef de file et de coordination des acteurs et des actions qu'ils mènent à destination des proches aidants.

Le Département de Seine-et-Marne dans la mise en œuvre de la précédente convention a pu constater que les actions menées auprès des aidants des personnes en situation de handicap étaient moins fréquentes que celles à destination des aidants de personnes âgées. Les différents opérateurs ayant moins investi les actions à destination des aidants des personnes en situation de handicap, le Département a fait le choix, afin d'apporter une réponse efficace et adaptée à toutes les personnes en perte d'autonomie, de mettre l'accent et de compléter les actions à destination de ce public au titre de cette convention.

|                                     |   |
|-------------------------------------|---|
| <b>AXE 5</b>                        | <b>Accompagner les proches aidants</b>  |
| <b>Action 5-1</b>                   | <b>Centralisation de l'information</b>  |
| <b>Contexte</b>                     | <p>Dans le cadre des dispositions de la loi ASV et de son rôle de chef de file le Département s'inscrit dans la dynamique de coordination des actions menées à destination des aidants.</p> <p>Au titre de la conférence des financeurs, le Département mène un rôle d'identification des besoins et de recensement des actions menées afin de définir un programme coordonné dans la politique de l'accompagnement des proches aidants.</p>  |
| <b>Objectifs</b>                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Répertorier et centraliser les données sur les actions menées sur le territoire à destination des aidants afin d'avoir une meilleure lecture de l'offre proposée aux aidants.</li> <li>- Rendre interactive la carte et maintenir sa mise à jour</li> </ul>  |
| <b>Descriptif de l'action</b>       | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Diagnostic de l'offre organisée à destination des aidants et recensement des actions menées sur le territoire</li> <li>➤ A l'issue du recensement : création d'une cartographie interactive sur le site du Département dédiée aux aidants proposant l'ensemble des actions menées sur le territoire avec le calendrier de celles-ci et les modalités d'inscription. Cette carte interactive sera construite avec un prestataire extérieur sur la période 2020-2021</li> </ul>  |
| <b>Evolutions de l'Accord-Cadre</b> | <p>Report de l'intégralité des crédits 2020 et 2021 pour l'année 2022.</p> <p>La création de cette cartographie n'a pas pu avoir lieu en 2020 en raison de la crise sanitaire et de son impact sur les actions proposées aux proches aidants qui ont dû être fortement mobilisés par la personne aidée.</p> <p>Cartographier les actions menées au profit des proches aidants reste néanmoins indispensable. Cet outil permettra une orientation précise de la part des professionnels en lien avec ce public. Toutefois, au vu du nombre d'actions à renforcer en 2021, il apparaît plus prudent que cette cartographie soit conçue durant l'année 2022. À l'issue de cette convention, elle permettra une proposition enrichie de nouvelles actions déployées suite à l'épidémie de COVID-19.</p> |
| <b>Cibles</b>                       | L'ensemble des aidants seine-et-marnais.  |

|  |  |
|--|--|
| <b>Budget</b>                                | Frais liés à la démarche de recensement de l'offre<br>Frais liés à la réalisation de la cartographie interactive<br>Équivalent 0.30 ETP de valorisation du personnel du département ou de recours à un prestataire extérieur |
| <b>Calendrier</b>                            | Action menée en 2022.  |
| <b>Indicateurs de résultats et livrables</b> | ➤ Mise en œuvre de la cartographie sur le site du Département  |

|                               |  |
|-------------------------------|--|
| <b>AXE 5</b>                  | <b>Accompagner les proches aidants</b>   |
| <b>Action 5-4</b>             | <b>Formation à destination des proches aidants</b>   |
| <b>Contexte</b>               | <p>Les proches aidants constituent un maillon important de l'accompagnement des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Ils peuvent se retrouver isolés et rencontrer eux-mêmes des difficultés qui peuvent avoir un impact sur leur santé et la continuité ou la qualité de leur présence auprès de la personne aidée. Au-delà de cette vision globale, le constat de couples aidant/aidé en difficultés relationnelles ne cesse de croître.</p> <p>Une des réponses permettant de limiter ces difficultés porte sur la mise en place d'actions de formation auprès des aidants afin de les sensibiliser à différentes thématiques qui les concernent.</p>   |
| <b>Objectifs</b>              | Promouvoir la formation collective des aidants afin de les aider à se positionner dans leur place d'aidant, à acquérir des connaissances sur la pathologie de leur proche, à les accompagner dans leur rôle et l'aide qu'ils peuvent apporter à leur proche, mais également à les aider à s'orienter vers les dispositifs adéquats.  |
| <b>Descriptif de l'action</b> | <p>Mise en œuvre de programmes de formation collectifs en présentiel auprès des aidants sur les territoires des 6 pôles autonomie territoriaux (PAT) sur différents thèmes prévus au cours de l'année en fonction des besoins identifiés au préalable par les PAT. Un appel à candidatures sera lancé auprès des organismes de formation, pour établir en fonction des besoins repérés par les territoires un programme de formation qui se déclinera sur chacun des territoires auprès des aidants.</p> <p>Calibrage de l'action : L'action de formation se déroulera au minimum sur 5 à 6 demi-journées. Les aidants inscrits à cette action pourront bénéficier soit d'une formation sur un thème se déroulant sur ces 5 demi-journées, soit d'un cycle de formation au cours duquel seront abordés plusieurs thèmes comme « trouver sa place avec un professionnel » ou encore « comment concilier sa vie d'aidant avec sa vie personnelle et sociale ».</p> |

|   |  |
|---|--|
|   | Un appel à candidatures sera lancé auprès des organismes de formation, pour établir en fonction des besoins repérés par les territoires un programme de formation qui se déclinera sur chacun des territoires auprès des aidants. Il devra tenir compte de l'articulation entre financements et programmes d'actions d'associations nationales cofinancés par la CNSA.   |
| <b><i>Evolutions de l'Accord-Cadre</i></b>          | <p>Transfert de l'intégralité des crédits 2020 non utilisés.</p> <p>Répartition égale prévue entre 2021 et 2022.</p> <p>Ces actions de formation n'ont pas pu être déployées en 2020 en raison de l'épidémie de COVID-19. Néanmoins, les aidants ont été fortement impactés par les deux confinements survenus au sein d'une même année. Il s'avère désormais indispensable de renforcer ces actions de formation leur permettant d'échanger autour de leur quotidien d'aidant.</p> <p>Le transfert des crédits permettra de financer un plus grand nombre d'heures de formation par an.</p> |
| <b><i>Cibles</i></b>                                | Ces formations devront s'adresser à 15 aidants par session de formation par territoire. Soit 90 aidants par an.  |
| <b><i>Budget</i></b>                                | <p>Coût du formateur sur la base des plafonds prévus par la CNSA dans son guide d'appui méthodologique (120 € TTC) par territoire PAT, soit les 6 territoires pour une proximité dans la mise en place de ces formations en présentiel.</p> <p>16 200 € par an en 2021 et 2022, soit environ 22h de formation par an.</p>  |
| <b><i>Calendrier</i></b>                            | Démarrage de l'action en 2019 et sur la durée de la convention avec un renfort de l'action en 2021 et 2022.  |
| <b><i>Indicateurs de résultats et livrables</i></b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de sessions de formation collective</li> <li>➤ Nombre d'aidants ayant participé aux formations</li> <li>➤ Enquête de satisfaction auprès des aidants</li> </ul>  |

|                   |   |
|-------------------|---|
| <b>AXE 5</b>      | <b>Accompagner les proches aidants</b>  |
| <b>Action 5-6</b> | <b>Suppléance</b>   |
| <b>Contexte</b>   | Par expérience, lors des journées de sensibilisation ou des actions de formation menées auprès des aidants, le Département a pu constater que la mobilisation des aidants est difficile. Pour pouvoir participer à ces journées, les aidants se doivent de garantir la poursuite de l'accompagnement de la personne aidée au domicile. La prise |

|  |   |
|--|---|
|  | en charge financière d'un suppléant peut être un frein à la participation des aidants à ces journées  |
| <b>Objectifs</b>                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir les actions destinées aux proches aidants par la mise en place d'une suppléance incitant les aidants à se mobiliser sur ces actions et impulser une démarche globale de soutien auprès des aidants investis dans les projets locaux.</li> <li>- Augmenter le taux de participation aux actions de sensibilisation et de soutien mise en place au titre de cette convention</li> </ul>   |
| <b>Descriptif de l'action</b>                | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise en place de la suppléance dans le cadre des groupes de paroles, des actions de sensibilisation via « les journées de l'aidant » et des actions de formation collective.</li> </ul>  |
| <b>Evolutions de l'Accord-Cadre</b>          | Action non déployée en 2020 en raison de la situation sanitaire et de l'annulation d'un certain nombre de journées de sensibilisation des aidants. Cette action pourra à nouveau être menée par le biais d'une campagne de communication ciblée et mise en place en 2021. Cependant, afin de faire face à une potentielle méfiance de la part du public à l'égard de rassemblements, une diminution de l'enveloppe dédiée à cette action est prévue en 2021. Pour l'année 2022, l'enveloppe est identique au montant indiqué dans la convention initiale.   |
| <b>Cibles</b>                                | <p>20 % du nombre total d'aidants à mobiliser sur les différentes actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 60 aidants sur les groupes de paroles,</li> <li>• 320 aidants sur les actions de sensibilisation « journée de l'aidant »,</li> <li>• 60 aidants sur les actions de formation collective,</li> </ul>  |
| <b>Budget</b>                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les groupes de paroles, sur la base du guide d'appui méthodologique de la CNSA, le coût prévisionnel de la suppléance est estimé à 1200 € par an, soit 20% des 10 heures financées à hauteur de 10 € pour 10 aidants sur 6 territoires.</li> <li>- Pour les actions de sensibilisation « journée de l'aidant », sur la base du guide d'appui méthodologique de la CNSA, le coût prévisionnel est estimé à 1 280 € par an, soit 20% des 2 heures financées à hauteur de 10€ pour 40 aidants sur 8 territoires.</li> <li>- Pour les actions de formation collective, sur la base du guide d'appui méthodologique de la CNSA, le coût prévisionnel est estimé à 1 800 € par an, soit 20% des 15 heures financées à hauteur de 10€ pour 10 aidants sur 6 territoires.</li> </ul> <p>2021 : 1 280 €<br/>2022 : 4 280 €</p> |
| <b>Calendrier</b>                            | Démarrage de l'action en 2019 et sur la durée de la convention  |
| <b>Indicateurs de résultats et livrables</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'aidants ayant sollicité la suppléance</li> </ul>  |



## ANNEXE n° 2

de l'avenant n°1 à la convention pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile et l'accompagnement des proches aidants de Seine-et-Marne

### PROGRAMMATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE

le tableau de programmation financière prévisionnelle est ainsi libellé :

|                    | Intitulé                               | réalisé 2019   |                |          |                | réalisé 2020   |               |       |                | 2021           |                |       |                | 2022           |                |          |                | Total 2019 à 2022 |                |                  |
|--------------------|--|----------------|----------------|----------|----------------|----------------|---------------|-------|----------------|----------------|----------------|-------|----------------|----------------|----------------|----------|----------------|-------------------|----------------|------------------|
|                    |  | CNSA           | Dépt           | Autre    | Total          | CNSA           | Dépt          | Autre | Total          | CNSA           | Dépt           | Autre | Total          | CNSA           | Dépt           | Autre    | Total          | Total CNSA        | Total Dépt     | Total général    |
| <b>AXE 1</b>       | Action 1.1                             | 11 844         | 7 896          |          | 19 740         | 12 000         | 8 000         |       | 20 000         | 3 462          | 2 308          |       | 5 770          | 0              | 0              |          | 0              | 27 306            | 18 204         | 45 510           |
|                    | Action 1.2                             | 0              | 0              |          |                | 7 524          | 5 016         |       | 12 540         | 10 476         | 6 984          |       | 17 460         | 0              | 0              |          | 0              | 18 000            | 12 000         | 30 000           |
| <b>Total Axe 1</b> | <b>Structuration de l'offre</b>        | <b>11 844</b>  | <b>7 896</b>   | <b>0</b> | <b>19 740</b>  | <b>19 524</b>  | <b>13 016</b> |       | <b>32 540</b>  | <b>13 938</b>  | <b>9 292</b>   |       | <b>23 230</b>  | <b>0</b>       | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>45 306</b>  | <b>30 204</b>     | <b>75 510</b>  |                  |
| <b>AXE 2</b>       | Action 2.1                             | 4 232          | 2 822          |          | 7 054          | 0              | 0             |       | 0              | 6 000          | 4 000          |       | 10 000         | 12 000         | 8 000          |          | 20 000         | 22 232            | 14 822         | 37 054           |
|                    | Action 2.2                             | 26 935         | 17 957         |          | 44 892         | 0              | 0             |       | 0              | 42 000         | 28 000         |       | 70 000         | 36 000         | 24 000         |          | 60 000         | 104 935           | 69 957         | 174 892          |
|                    | Action 2.3                             | 8 700          | 5 800          |          | 14 500         | 2 700          | 1 800         |       | 4 500          | 14 700         | 9 800          |       | 24 500         | 8 700          | 5 800          |          | 14 500         | 34 800            | 23 200         | 58 000           |
|                    | Action 2.4                             | 17 400         | 11 600         |          | 29 000         | 5 400          | 3 600         |       | 9 000          | 17 400         | 11 600         |       | 29 000         | 17 400         | 11 600         |          | 29 000         | 57 600            | 38 400         | 96 000           |
|                    | Action 2.5                             | 8 100          | 5 400          |          | 13 500         | 15 660         | 10 440        |       | 26 100         | 24 840         | 16 560         |       | 41 400         | 24 840         | 16 560         |          | 41 400         | 73 440            | 48 960         | 122 400          |
| <b>Total Axe 2</b> | <b>Modernisation du secteur</b>        | <b>65 368</b>  | <b>43 578</b>  |          | <b>108 946</b> | <b>23 760</b>  | <b>15 840</b> |       | <b>39 600</b>  | <b>104 940</b> | <b>69 960</b>  |       | <b>174 900</b> | <b>98 940</b>  | <b>65 960</b>  |          | <b>164 900</b> | <b>293 008</b>    | <b>195 338</b> | <b>488 346</b>   |
| <b>AXE 3</b>       | Action 3.1                             | 27 368         | 18 245         |          | 45 613         | 47 670         | 31 780        |       | 79 450         | 127 809        | 85 206         |       | 213 015        | 127 809        | 85 206         |          | 213 015        | 330 656           | 220 437        | 551 093          |
|                    | Action 3.2                             | 7 680          | 5 120          |          | 12 800         | 0              | 0             |       | 0              | 21 600         | 14 400         |       | 36 000         | 21 600         | 14 400         |          | 36 000         | 50 880            | 33 920         | 84 800           |
|                    | Action 3.3                             | 4 914          | 3 276          |          | 8 190          | 0              | 0             |       | 0              | 17 010         | 11 340         |       | 28 350         | 17 010         | 11 340         |          | 28 350         | 38 934            | 25 956         | 64 890           |
| <b>Total Axe 3</b> | <b>Professionnalisation du secteur</b> | <b>39 962</b>  | <b>26 641</b>  |          | <b>66 603</b>  | <b>47 670</b>  | <b>31 780</b> |       | <b>79 450</b>  | <b>166 419</b> | <b>110 946</b> |       | <b>277 365</b> | <b>166 419</b> | <b>110 946</b> |          | <b>277 365</b> | <b>420 470</b>    | <b>280 313</b> | <b>700 783</b>   |
| <b>AXE 4</b>       | Action 4.1                             | 0              | 0              |          | 0              | 0              | 0             |       | 0              | 0              | 0              |       | 0              | 0              | 0              |          | 0              | 0                 | 0              | 0                |
|                    | Action 4.2                             | 0              | 0              |          | 0              | 0              | 0             |       | 0              | 0              | 0              |       | 0              | 0              | 0              |          | 0              | 0                 | 0              | 0                |
|                    | Action 4.3                             | 0              | 0              |          | 0              | 0              | 0             |       | 0              | 0              | 0              |       | 0              | 0              | 0              |          | 0              | 0                 | 0              | 0                |
| <b>Total Axe 4</b> | <b>SPASAD</b>                          | <b>0</b>       | <b>0</b>       |          | <b>0</b>       | <b>0</b>       | <b>0</b>      |       | <b>0</b>       | <b>0</b>       | <b>0</b>       |       | <b>0</b>       | <b>0</b>       | <b>0</b>       |          | <b>0</b>       | <b>0</b>          | <b>0</b>       | <b>0</b>         |
| <b>AXE 5</b>       | Action 5.1                             | 0              | 0              |          | 0              | 0              | 0             |       | 0              | 0              | 0              |       | 0              | 24 000         | 6 000          |          | 30 000         | 24 000            | 6 000          | 30 000           |
|                    | Action 5.2                             | 6 496          | 1 624          |          | 8 120          | 7 776          | 1 944         |       | 9 720          | 10 080         | 2 520          |       | 12 600         | 10 080         | 2 520          |          | 12 600         | 34 432            | 8 608          | 43 040           |
|                    | 5.2.1                                  | 2 176          | 544            |          | 2 720          | 3 456          | 864           |       | 4 320          | 5 760          | 1 440          |       | 7 200          | 5 760          | 1 440          |          | 7 200          | 17 152            | 4 288          | 21 440           |
|                    | 5.2.2                                  | 4 320          | 1 080          |          | 5 400          | 4 320          | 1 080         |       | 5 400          | 4 320          | 1 080          |       | 5 400          | 4 320          | 1 080          |          | 5 400          | 17 280            | 4 320          | 21 600           |
|                    | Action 5.3                             | 10 014         | 2 503          |          | 12 517         | 1 336          | 334           |       | 1 670          | 22 400         | 5 600          |       | 28 000         | 22 400         | 5 600          |          | 28 000         | 56 150            | 14 037         | 70 187           |
|                    | Action 5.4                             | 32             | 8              |          | 40             | 0              | 0             |       | 0              | 12 960         | 3 240          |       | 16 200         | 12 960         | 3 240          |          | 16 200         | 25 952            | 6 488          | 32 440           |
|                    | Action 5.5                             | 2 420          | 605            |          | 3 025          | 1 754          | 439           |       | 2 193          | 1 812          | 453            |       | 2 265          | 1 452          | 363            |          | 1 815          | 7 438             | 1 860          | 9 298            |
| <b>Total Axe 5</b> | <b>Accompagner les proches aidants</b> | <b>18 962</b>  | <b>4 740</b>   |          | <b>23 702</b>  | <b>10 866</b>  | <b>2 717</b>  |       | <b>13 583</b>  | <b>48 276</b>  | <b>12 069</b>  |       | <b>60 345</b>  | <b>74 316</b>  | <b>18 579</b>  |          | <b>92 895</b>  | <b>152 420</b>    | <b>38 105</b>  | <b>190 525</b>   |
| <b>AXE 6</b>       | Action 6.1                             | 28 800         | 19 200         |          | 48 000         | 14 400         | 9 600         |       | 24 000         | 28 800         | 19 200         |       | 48 000         | 28 800         | 19 200         |          | 48 000         | 100 800           | 67 200         | 168 000          |
| <b>Total axe 6</b> | <b>Pilotage de la convention</b>       | <b>28 800</b>  | <b>19 200</b>  |          | <b>48 000</b>  | <b>14 400</b>  | <b>9 600</b>  |       | <b>24 000</b>  | <b>28 800</b>  | <b>19 200</b>  |       | <b>48 000</b>  | <b>28 800</b>  | <b>19 200</b>  |          | <b>48 000</b>  | <b>100 800</b>    | <b>67 200</b>  | <b>168 000</b>   |
|                    | <b>Total</b>                           | <b>164 935</b> | <b>102 056</b> |          | <b>266 991</b> | <b>116 220</b> | <b>72 953</b> |       | <b>189 173</b> | <b>362 373</b> | <b>221 467</b> |       | <b>583 840</b> | <b>368 475</b> | <b>214 685</b> |          | <b>583 160</b> | <b>1 012 003</b>  | <b>611 161</b> | <b>1 623 164</b> |



**Banque de France**  
1, Rue la Vrillière  
75001 PARIS

**PAIERIE DEPARTEMENTALE  
DE SEINE-ET-MARNE  
4 RUE DES FOSSES  
77007 MELUN CEDEX**

**Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 053**

**RIB :** 30001 00525 C7700000000 66  
**IBAN :** FR57 3000 1005 25C7 7000 0000 066  
**BIC :** BDFEFRPPCCT